

Informations de base	
<b>2004/0080(CNS)</b>  CNS - Procédure de consultation Décision	Procédure terminée
Accord CE/Ukraine: accord de partenariat et de coopération, protocole suite à l'élargissement 2004	
Voir aussi <a href="#">1994/0136(AVC)</a>	
<b>Subject</b>  6.40.04 Relations avec la Communauté des États indépendants (CEI)	
<b>Zone géographique</b>  Ukraine	

Acteurs principaux			
Parlement européen	<b>Commission au fond</b>  <span style="border: 1px solid red; padding: 2px;">AFET</span> Affaires étrangères	Rapporteur(e)	Date de nomination
		BROK Elmar (PPE-DE)	13/09/2004
	<b>Commission pour avis</b>  <span style="border: 1px solid red; padding: 2px;">INTA</span> Commerce international	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne	<b>Formation du Conseil</b>  Affaires économiques et financières ECOFIN	Réunions	Date
		2704	2006-01-24
Commission européenne	<b>DG de la Commission</b>  Relations extérieures	Commissaire	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
19/04/2004	Publication de la proposition législative	COM(2004)0251 	Résumé
13/09/2004	Vote en commission		
15/09/2004	Annonce en plénière de la saisine de la commission		

20/10/2004	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A6-0023/2004	
26/10/2004	Décision du Parlement	T6-0034/2004	Résumé
24/01/2006	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
24/01/2006	Fin de la procédure au Parlement		
16/08/2006	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2004/0080(CNS)
Type de procédure	CNS - Procédure de consultation
Sous-type de procédure	Accord international
Instrument législatif	Décision
Modifications et abrogations	Voir aussi <a href="#">1994/0136(AVC)</a>
Base juridique	Traité Euratom A 101-p2 Traité CE (après Amsterdam) EC 055 Traité CE (après Amsterdam) EC 080-p2 Traité CE (après Amsterdam) EC 057-p2 Traité CE (après Amsterdam) EC 071 Traité CE (après Amsterdam) EC 093 Traité CE (après Amsterdam) EC 094 Traité CE (après Amsterdam) EC 133 Traité CE (après Amsterdam) EC 181 Traité CE (après Amsterdam) EC 300-p2 Traité CE (après Amsterdam) EC 300-p3-a1 Traité CE (après Amsterdam) EC 044-p2 Traité CE (après Amsterdam) EC 047-p2 Acte d'adhésion 2003 (10 pays) T 6-p2 Traité d'adhésion (10 pays) TTE 002-p3
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A6-0023/2004	20/10/2004	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T6-0034/2004 JO C 174 14.07.2005, p. 0016-0045 E	26/10/2004	Résumé
Conseil de l'Union				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base législatif complémentaire	09108/2004	19/08/2004		
Commission Européenne				
Type de document	Référence	Date	Résumé	

Document de base législatif	COM(2004)0251 	19/04/2004	Résumé
-----------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------	------------	--------

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Acte final		
Décision 2006/0538 JO L 224 16.08.2006, p. 0021-0021		Résumé

## Accord CE/Ukraine: accord de partenariat et de coopération, protocole suite à l'élargissement 2004

2004/0080(CNS) - 19/04/2004 - Document de base législatif

OBJECTIF : inclure les 10 nouveaux États membres à l'accord de partenariat et de coopération adopté entre l'Union et l'Ukraine. ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil et de la Commission portant sur l'approbation d'un accord. CONTENU : Conformément à l'article 6, par. 2, de l'Acte d'adhésion des nouveaux États membres à l'UE, l'adhésion de ceux-ci à l'accord UE-Ukraine de partenariat et de coopération signé en 1994 et entré en vigueur le 1er mars 1998, doit être approuvée par la conclusion d'un protocole à cet accord. C'est l'objet de la présente proposition qui utilise, pour ce faire, une procédure spécifique. Le texte du protocole négocié avec l'Ukraine est joint à la proposition. Outre, les aspects liés à l'adhésion des 10 nouveaux États membres à l'accord lui-même, le protocole comporte certains ajustements techniques liés aux développements institutionnels et juridiques au sein de l'Union. Des protocoles similaires ont été négociés (et doivent être approuvés) avec l'ensemble des pays de l'ex-URSS.

## Accord CE/Ukraine: accord de partenariat et de coopération, protocole suite à l'élargissement 2004

2004/0080(CNS) - 26/10/2004 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

En adoptant le rapport de M. Elmar BROK (PPE-DE, DE), le Parlement européen approuve la conclusion d'un protocole à l'accord de partenariat entre l'Union et l'Ukraine, suite à l'élargissement de l'Union.

## Accord CE/Ukraine: accord de partenariat et de coopération, protocole suite à l'élargissement 2004

2004/0080(CNS) - 24/01/2006 - Acte final

OBJECTIF : inclure les 10 nouveaux États membres à l'accord de partenariat et de coopération adopté entre l'Union et l'Ukraine.

ACTE LÉGILSTAIF : Décision 2006/538/CE, Euratom du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération (APC) établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, concernant l'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie à l'APC, et concernant les ajustements à l'APC.

CONTENU : Conformément à l'article 6, par. 2, de l'Acte d'adhésion des nouveaux États membres à l'UE, l'adhésion de ceux-ci à l'accord UE-Ukraine de partenariat et de coopération doit être approuvée par la conclusion d'un protocole à cet accord.

L'objet de la présente décision du Conseil et de la Commission est d'approuver un tel protocole conformément à une procédure simplifiée.

Le protocole ainsi approuvé comporte également certains ajustements techniques liés aux développements institutionnels et juridiques au sein de l'Union (en particulier, expiration du traité CECA, adhésion de l'Ukraine à l'OMC et conclusion d'un traité sur la Charte européenne de l'énergie).

ENTRÉE EN VIGUEUR : le présent protocole entre en vigueur le même jour que le traité d'adhésion de 2003, sous réserve de l'entrée en vigueur de tous les instruments d'approbation nécessaires. Si tous les instruments d'approbation du protocole n'ont pas été déposés avant le 1<sup>er</sup> mai 2004, le protocole s'applique à titre provisoire à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004.